

# COMPTE-RENDU DE LA SESSION "EUROPE DANS LE MONDE" DU 13 JANVIER 2023

NATHAN DUPONT, ELISA LEGRAND & ANDREA MONTANARI, PROMOTION  
2022-2023 DE L'ACADÉMIE NOTRE EUROPE



## SESSION 4 : L'EUROPE DANS LE MONDE



**Marine Pouget**

Responsable gouvernance  
internationale de Réseau  
Action Climat



**Lukáš Macek**

Chef du Centre Grande Europe  
de l'Institut Jacques Delors et  
Directeur du Campus de  
Sciences Po Dijon



**Pascal Lamy**

Président émérite de l'Institut  
Jacques Delors, ancien Directeur  
Général de l'OMC

Le vendredi 13 janvier, les membres de l'Académie Notre Europe ont pu assister à une session consacrée à la place de l'Europe dans le monde, à l'heure où la crise climatique et la guerre en Ukraine font rage.

Cette journée a ainsi débuté par un **échange avec Marine Pouget, de la gouvernance internationale au Réseau Action Climat (RAC) — France.**

Après une présentation du RAC, nous avons identifié les priorités du réseau au niveau international. L'ONG a pour objectif de représenter la société civile et les communautés les plus affectées par le changement climatique et d'alerter sur les dangers qu'il fait peser sur elles. Pour arriver à cela, le Réseau utilise plusieurs méthodes de travail : un rôle de plaidoyer auprès des États mais aussi du secrétariat onusien, une production d'expertise, de rapports, ainsi que la sensibilisation à travers les médias, les mobilisations, etc. Dans le cadre de cette session, nous avons pris l'exemple des actions effectuées par le RAC lors de la COP27.

**Lukáš Macek, chef du Centre Grande Europe de l'Institut Jacques Delors,** est ensuite intervenu afin de présenter les enjeux que soulèvent les perspectives d'élargissement de l'Union européenne.

Nous avons ainsi pu mieux comprendre les deux dynamiques sur lesquelles le projet européen se construit : l'élargissement et l'approfondissement, qui ne fonctionnent pas l'un sans l'autre. Chaque élargissement a ses spécificités historiques, des dynamiques communes, ainsi qu'une dimension géopolitique à l'international. C'est parce qu'on élargit que l'on approfondit les compétences : les deux processus sont liés. Plus on approfondit les liens au sein d'un « club » et plus il devient problématique pour les voisins de ne pas en faire partie. C'est la raison pour laquelle des pays initialement peu convaincus se sont investis dans un processus d'adhésion : mieux vaut prendre part aux décisions que les subir, en particulier sur le plan économique.

Dans un second temps, nous avons aussi mieux pu appréhender les motivations des pays pour adhérer à l'UE : tout d'abord, l'adhésion possède une dimension symbolique indéniable. Il s'agit d'un processus qui est long, complexe, mais qui débouche sur un sentiment de cap franchi. La crédibilité d'un pays passe par ce processus et donne à des pays sortant de régime autoritaire la garantie d'une transition démocratique. Peu importe le poids de l'État, le projet européen canalise la rivalité géopolitique en l'encadrant dans un système institutionnel.

**Nous avons finalement évoqué la place de l'UE dans un monde en crise avec Pascal Lamy, Président émérite de l'Institut Jacques Delors.**

Un nouveau mot fait son apparition dans les dictionnaires : celui de « permacrise », l'ère de la crise sans fin. Nous faisons aujourd'hui face à une incertitude totale à différentes échelles : tant sur le plan militaire avec la guerre en Ukraine que sur le plan sanitaire avec la pandémie de Covid-19, laissant des traces indélébiles sur la société. Lors de l'entretien, une question a été au centre de l'attention : la guerre en Ukraine va-t-elle renforcer ou affaiblir l'intégration européenne ?

Plusieurs raisons vont dans le sens d'un renforcement : l'UE fait pour la première fois montre d'une unité totale face à l'invasion russe. Nous avons assisté à une accélération de la prise en compte du potentiel danger par l'Allemagne, des points de vue économique et géopolitique. Ce constat a accéléré la sortie de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et, par conséquent, une transition énergétique européenne plus autonome.

D'autres arguments vont dans le sens inverse : cette situation dégrade la compétitivité économique de l'UE, notamment face aux États Unis. La guerre a également accru les

tensions intra-européennes, notamment entre l'ouest et l'est. Parallèlement, la guerre a mis en lumière trois éléments de tensions où la diplomatie franco-allemande pêche : l'énergie, la défense et la fiscalité européenne.